

**ROYAUME DU MAROC**  
**MINISTERE DE L'INTERIEUR**  
**CONSEIL REGIONAL FES -MEKNES**

---

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**

**N° 19/RFM/2018**

**Du 04/07/2018 à 10H**

**OBJET : ACQUISITION D'UNE UNITE MOBILE MEDICALISEE POUR LA PROVINCE DE  
BOULEMANE**

***RÉGLEMENT DE CONSULTATION***  
***(R.C)***

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 ( 20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 : MAÎTRE D’OUVRAGE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 : ASSISTANCE TECHNIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER D’APPEL D’OFFRES.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D’APPEL D’OFFRES.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 8 : DEPOT ET EXAMEN DES PROSPECTUS, NOTICES OU AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 10 : OFFRE VARIANTE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 : RETRAIT DU DOSSIER D’APPEL D’OFFRES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 14 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ÉCLAIRCISSEMENTS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 16 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L’ENTREPRISE NATIONALE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 19 : LANGUE D’ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 20 : RESULTAT DEFINITIF DE L’APPEL D’OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXES</b>	

---

**ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

---

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix, ayant pour objet l'acquisition d'une unité mobile médicalisée pour la province de Boulomane.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

---

**ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS**

---

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en **lot unique**.

---

**ARTICLE 3 : MAÎTRE D'OUVRAGE**

---

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est **LE CONSEIL REGIONAL FES-MEKNES** et la supervision du projet est confiée à **l'Agence Régionale d'Exécution des Projets**.

---

**ARTICLE 4 : Assistance technique**

---

L'assistance technique est assurée par la **Direction Régionale de la Santé FES- MEKNES**.

---

**ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

---

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

1. Une Copie de l'avis d'appel d'offres ;
2. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. Le modèle de bordereau du prix détail estimatif ;
4. Le modèle de l'acte d'engagement (en annexe du règlement de consultation) ;
5. Le modèle de la déclaration sur l'honneur (en annexe du règlement de consultation) ;
6. Le présent règlement de consultation.

---

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

---

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2.12.349 précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du décret n° 2.12.349 précité et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

---

**ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

---

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité, peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics les personnes physiques ou morales, qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du Décret n°2-12-349 précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

#### **ARTICLE 8 : DEPOT ET EXAMEN DES PROSPECTUS, NOTICES OU AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES**

Les candidats sont tenus de présenter les prospectus, catalogues, fiches techniques et détails d'exécution exigée et devront être déposés au bureau d'ordre du siège de la Région de Fès-Meknès sise à la ville de Fès le jour et l'heure indiqué au niveau de l'avis d'appel d'offres.

Les documentations techniques déposés ou reçus peuvent être retirées au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis. Ce retrait fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial. Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues ci-dessus.

Afin de faciliter l'analyse technique de la documentation, le candidat est tenu de répondre aux spécifications demandées dans l'ordre, de la façon la plus claire et la plus exhaustive possible.

Pour l'évaluation de la conformité technique, le soumissionnaire est tenu de présenter, pour tous les équipements objet de cet appel d'offres (camion mobile avec accessoires et équipement médico-technique) :

A) Une liste de colisage sommaire précisant les documents déposés. Cette liste comprenant la désignation des articles avec les spécifications technique, leur marque, modèle ainsi que leur pays d'origine.

B) Une documentation détaillée et précise, en langue arabe ou française ou en anglais traduite en français, décrivant les caractéristiques, la consistance, les matériaux de fabrication et les performances techniques du matériel camion et matériel médical) objet du présent appel d'offre. Les références du matériel et le sigle du fabricant doivent apparaître sur la documentation :

- Les références ainsi que les spécifications techniques doivent être surlignées pour être mises en évidence sur la documentation ;
- La documentation doit porter le numéro de l'appel d'offres, et le cachet du soumissionnaire.

C) Une esquisse sommaire des aménagements demandés;

D) Une fiche descriptive du matériel proposé (selon le model annexe 5) ;

E) Un ou plusieurs certificats délivrés par des organismes agréés, Attestant que le matériel proposé répond aux normes internationales en vigueur (certificats de conformité, ...) ;

F) Autorisation de fabriquant et l'attestation d'origine (selon le model en annexe n° 6 et 7);

G) Un engagement pour assurer le service après-vente (selon le model en annexe n° 8) ;

H) Engagement de garantie de tous le Matériel objet de cet appel d'offres (**minimum d'une année**).

I) Engagement sur l'accompagnement et la formation technique des utilisateurs sur le terrain.

NB. Le manque des documents demandés implique le rejet du dossier du concurrent.

**ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS**

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif.

**1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF** doit comprendre :**1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

- a) La déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant, conforme au modèle en annexe. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5<sup>ème</sup> paragraphe du C de l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement cette convention doit être accompagné d'une note indiquant notamment l'objet de la convention la nature du groupement le mandataire, la durée de la convention la répartition des prestations, le cas échéant comme prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité

**LES PIECES JOINTES AU DOSSIER ADMINISTRATIF**

Le Dossier complémentaire doit comprendre :

- a) Le CPS signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- b) Le présent règlement de consultation signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;

**2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité :**

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
    - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Règlement des marchés précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale, délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus, ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité

sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**NB : Cas des groupements :**

Pour les groupements et qu'elle que soit sa nature, il est précisé que :

- Les membres du groupement y compris le mandataire doivent justifier individuellement des capacités juridiques exigées. Aussi, chaque membre est tenu de fournir individuellement les pièces exigées au Dossiers Administratif et technique ; en dehors de la convention de groupement qui est soumise dans le Dossier Administratif du mandataire.
- Le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :
  - i. Au nom collectif du groupement.
  - ii. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du groupement.
  - iii. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux ii) et iii) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit préciser qu'il est délivré dans le cadre d'un groupement, et en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

**2. LE DOSSIER TECHNIQUE :** doit comprendre :

- a) Une note indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations similaires qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé (prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Œuvre sur des projets similaires) en précisant les missions et lots concernés et le statut dans lequel ces prestations ont été exécutées : en tant que mandataire, co-traitant, sous-traitant ou contractant ;
- b) Les attestations de prestations similaires, originales ou copies certifiées conformes aux originales, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaire publics ou privés des dites prestations avec indication de la nature des prestations le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s). Chaque attestation précise notamment :
  - La nature des prestations ;
  - Leur montant ;
  - Les délais / dates de réalisation ;

- Le nom et la qualité du signataire ;
- L'appréciation du signataire.

Pour les prestations non réalisées au Maroc, et dans le cas où les attestations originales ou les copies certifiées conformes ne peuvent être fournies, le concurrent pourra produire les documents suivants attestant de la véracité des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, à savoir :

- Soit (i) la copie de l'attestation signée par le maître d'ouvrage public ou privé ou par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées, accompagnée (ii) d'une déclaration sur l'honneur du concurrent précisant que les copies d'attestations fournies sont bien conformes aux originaux ;
- Soit (i) une attestation originale de réalisation de la prestation signée par le concurrent lui-même, accompagnée d'une copie des pièces du marché ou du contrat prouvant l'exactitude des informations fournies dans l'attestation par le concurrent (nature des prestations, montant des prestations, délais d'exécution, bénéficiaire de la prestation). Il est précisé que les Procès-Verbaux de réception ne sont pas acceptés.

Les concurrents qui seraient filiales d'une société mère ne sont pas autorisés à présenter les attestations de réalisation de la société mère, sauf si celle-ci se présente en groupement avec sa filiale.

**N.B :** Le concurrent doit présenter au moins : (1) Une attestation de bonne fin de fourniture similaires, réalisées depuis l'année 2013, avec un montant d'au moins 1.500.000,00 Dhs. En cas de non présentation de cette attestation, l'offre du soumissionnaire sera éliminée.

### **3. Offre financière comprenant :**

- L'acte d'engagement établi conformément au règlement précité.
- Le bordereau des prix-détail estimatif.

**NB :** Le dossier lié aux prospectus et notices doit être fournis selon les recommandations prescrites au niveau de l'Avis d'appel d'offres et l'article 8 du présent règlement de consultation.

### **ARTICLE 10 : OFFRE VARIANTE**

Les offres variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du présent appel d'offres.

### **ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché;
- La Date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- **L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce du concurrent ;**
- L'avertissement Que "Le Pli Ne Doit Etre Ouvert Que Par Le Président De La Commission D'appel D'offres Lors De La Séance Publique D'ouverture Des Plis.

Ce pli contient deux (02) enveloppes :

- a. **La première enveloppe** contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, **autre les indications portées sur le pli principal**, la mention « **dossiers administratif et technique** » ;

- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, **outre les indications portées sur le pli principal**, la mention **« offre financière »** ;

---

**ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS**

---

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé dans le bureau du Maître d'Ouvrage indiqué à l'avis d'appel d'offres.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- **Soit transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage ;**
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et ce avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

---

**ARTICLE 13 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

---

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis, et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet ou par le biais d'un certificat s'il s'agit d'un dépôt électronique.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 décret n° 2-12-349 précité.

---

**ARTICLE 14 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ÉCLAIRCISSEMENTS**

---

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-12-349 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrages à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée, et communiqué au membre de la commission d'appel d'offres.

---

**ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS**

---

L'ouverture des plis et des enveloppes qu'ils contiennent et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues à l'article 36, 38 et 39 du décret n° 2-12-349 précité.



La procédure de jugement des offres s'établit en trois phases comme suit :

**Première phase** : la conformité du dossier administratif et technique

La commission d'ouverture des plis examinera les pièces constituant les dossiers administratifs et techniques présentés et arrêtera la liste des soumissionnaires dont les dossiers sont conformes aux dispositions prévues par le présent règlement.

**Deuxième phase** : Examen des prospectus et notices

Ne sont pris en compte dans cette phase que les offres des candidats ayant été retenues à l'issue de la première phase. Les prospectus et notices seront examinés conformément aux dispositions de l'article 34 du décret n° 2-12-349 précité.

**Troisième phase** : Evaluation des offres financières

Ne sont pris en compte dans cette phase que les offres des candidats ayant été retenues à l'issue de la deuxième phase.

Pour les soumissionnaires retenus à l'issue de la 3ème phase, les offres financières seront examinées conformément aux dispositions des articles précités.

La commission procède au classement des offres des concurrents retenus en vue de proposer au maître d'ouvrage l'offre la plus avantageuse, sachant que l'offre la plus avantageuse est l'offre la moins-disante.

#### **ARTICLE 16 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le Maître d'Ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Maître d'Ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

#### **ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

Conformément aux dispositions de l'article 155 du Règlement des Marchés précité, une préférence est accordée aux offres présentées par des concurrents nationaux.

Les montants des offres présentées par les concurrents étrangers seront majorés par un pourcentage de 15 %.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 14 ci-dessus, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

#### **ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

**ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES**

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

Les documents en langue autre que le français doivent être impérativement traduits en langue française, signés par un traducteur assermenté ou un notaire ou par toute autre personne habilitée à cet effet.

**Article 20 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES**

Un extrait du procès-verbal est affiché dans les locaux du maître d'ouvrage dans les vingt-quatre heures qui suivent la date d'achèvement des travaux de la commission, et ce pendant une période de quinze (15) jours au moins. Il est également publié au portail des marchés publics

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception et le cas échéant, par fax confirmé, par voie électronique ou par tout autre moyen approprié. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours francs à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée, le cas échéant, du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents doivent être conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans minimum.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas accepté ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres.

**Le concurrent**

**« lu et accepté »**

Fès le **11-5 MAI 2018**

**Le Maitre d'ouvrage**



Pour le Président et P.O.  
Directeur Général des

Abeerrazzak MOUMNI